



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Générale des Opérations**  
Direction des Systèmes et Moyens de Paiement

**RAPPORT DE FONCTIONNEMENT  
DU SYSTEME INTERBANCAIRE  
DE COMPENSATION AUTOMATISE  
DANS L'UEMOA (SICA-UEMOA)**

**ANNEE 2012**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Générale des Opérations**  
Direction des Systèmes et Moyens de Paiement

**RAPPORT DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME  
INTERBANCAIRE DE COMPENSATION AUTOMATISE  
DANS L'UEMOA (SICA-UEMOA)**

---

**ANNEE 2012**





## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>I. FONCTIONNEMENT DE SICA-UEMOA .....</b>	<b>5</b>
1.1 Participation au système .....	5
1.2. Activités .....	6
1.2.1. Evolution globale des opérations (y compris les rejets bancaires) .....	6
1.2.2. Evolution des opérations par site (sans les rejets bancaires) .....	7
1.2.3. Répartition des échanges par types d'instruments de paiement .....	9
1.3. Performance du système .....	12
1.4. Dispositif de secours et prévention des incidents .....	12
1.5. Mise en œuvre de l'Echange d'Images Scannées et suppression de l'Echange de Support Papier .....	13
1.6. Travaux des groupes utilisateurs .....	13
<b>II. DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES PARTICIPANTS .....</b>	<b>14</b>
<b>III. PERSPECTIVES .....</b>	<b>14</b>



## INTRODUCTION

Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) est un outil automatisé d'échange et de règlement des opérations de paiement de petits montants, entre établissements participants. Il se compose de neuf systèmes de compensation, un système national pour chacun des Etats membres de l'UEMOA et un système de compensation régional.

Pour rappel, la BCEAO avait retenu un démarrage progressif de la télécompensation en fonction de l'état de préparation de chaque pays. Ainsi, après le Mali en 2005, le démarrage est intervenu au Sénégal le 19 janvier 2006, au Burkina le 29 juin 2006, en Côte d'Ivoire le 03 août 2006, au Bénin le 09 novembre 2006, en Guinée Bissau le 08 février 2007, au Togo le 15 mars 2007 et au Niger le 28 juin 2007. Le système régional dédié aux transactions inter-pays a démarré en février 2008.

Le présent rapport fait le bilan du fonctionnement de SICA-UEMOA au cours de l'année 2012 et s'articule autour des points suivants :

- Fonctionnement de SICA-UEMOA ;
- Difficultés rencontrées ;
- Perspectives pour l'année 2013.

## I. FONCTIONNEMENT DE SICA-UEMOA

### 1.1 Participation au système

Les participants à SICA-UEMOA sont les banques, la BCEAO, les services financiers de la Poste et le Trésor public.

L'année 2012 a été marquée par :

- l'entrée en production de quatre (4) nouveaux participants, une filiale du Groupe CBAO, le Trésor Public du Burkina, la BGF Bank et la GT Bank en Côte d'Ivoire ;
- le passage du Trésor Public du Bénin et de la Côte d'Ivoire au mode de participation directe ;
- l'exclusion d'African Investment Bank au Bénin à la suite du retrait de son agrément.

Par ailleurs, le système compte deux (2) participants indirects à savoir, la Banque de l'Habitat du Bénin et le Trésor Public du Sénégal. Enfin, il convient de signaler que la participation du Centre des Chèques Postaux du Bénin est limitée à la réception des valeurs après le passage à la 3ème version de SICA-UEMOA.

Ainsi, le nombre de participants au système est passé de 117 en 2011 à 120 en 2012, réparti comme suit :

Pays	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Nombre de participants	15	14	25	5	14	11	22	14	120

## 1.2. Activités

### 1.2.1. Evolution globale des opérations (y compris les rejets bancaires)

Après un exercice 2011 marqué par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, les opérations de SICA-UEMOA ont connu une évolution satisfaisante en 2012.

En volume, le nombre d'opérations traitées dans SICA-UEMOA (y compris les opérations régionales) en 2012 ressort à 9 032 513 contre 7 172 304 en 2011, soit une hausse de 25,94%.

Cette évolution est imputable à la hausse constatée au Burkina (+20,82%), au Niger (+10,82%), au Togo (+19,87%) et aux fortes croissances enregistrées en Côte d'Ivoire (+60,87%) et au niveau sous-régional (+65,10%). La Guinée Bissau et le Mali ont toutefois enregistré de légères baisses respectivement de (-0,87%) et (-4,48%).

Au cours de la période sous-revue, la valeur des échanges dans SICA-UEMOA a également connu une forte augmentation, en passant de 23 441 milliards FCFA en 2011 à 30 134 milliards FCFA en 2012, soit une augmentation de 28,55%. Cette dynamique s'explique essentiellement par les fortes évolutions au Burkina (+33,80%), en Côte d'Ivoire (+58,12%), au Togo (+24,91%) et dans les transactions intra-UEMOA (+356,01%).

La baisse du volume relevée en Guinée Bissau et au Mali contraste la hausse des échanges des opérations en valeur respectivement pour (+6%) et (+16,37%).

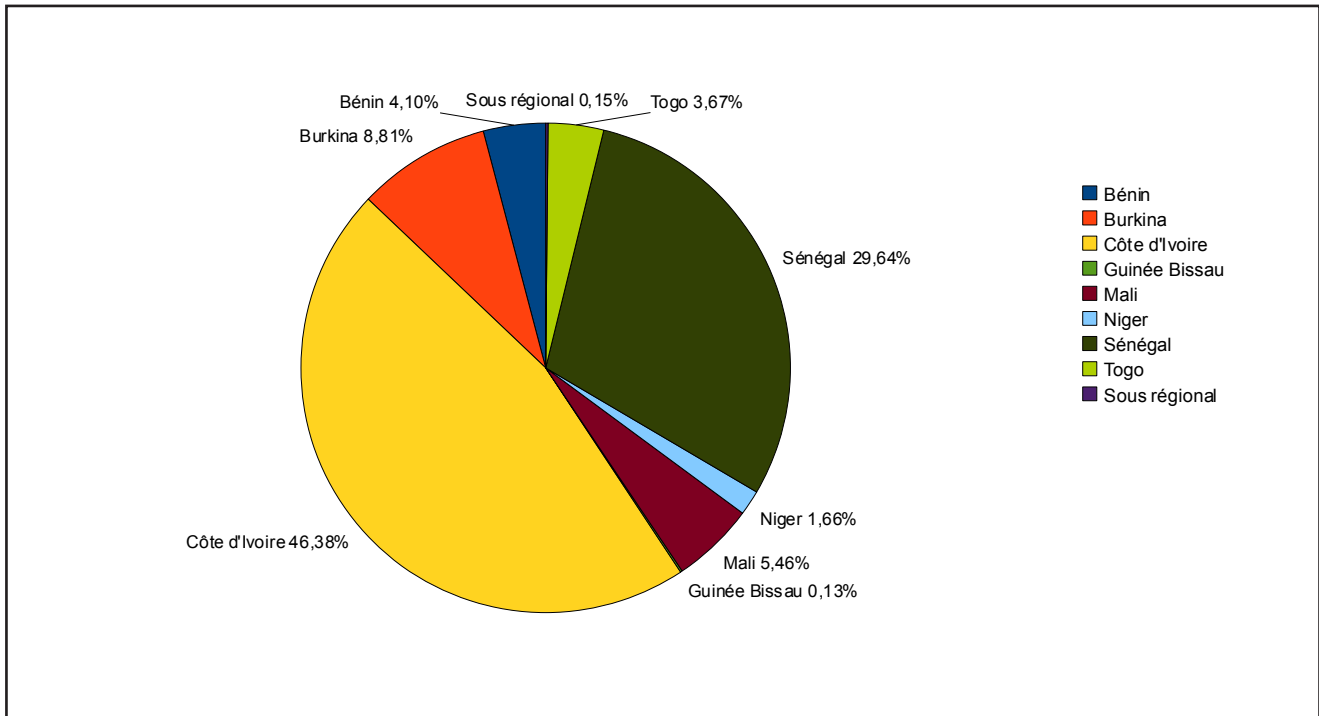
Les chiffres caractéristiques de l'évolution des opérations sont retracés dans le tableau ci-après :

**Tableau 1 : Evolution globale des opérations (y compris les rejets bancaires)**

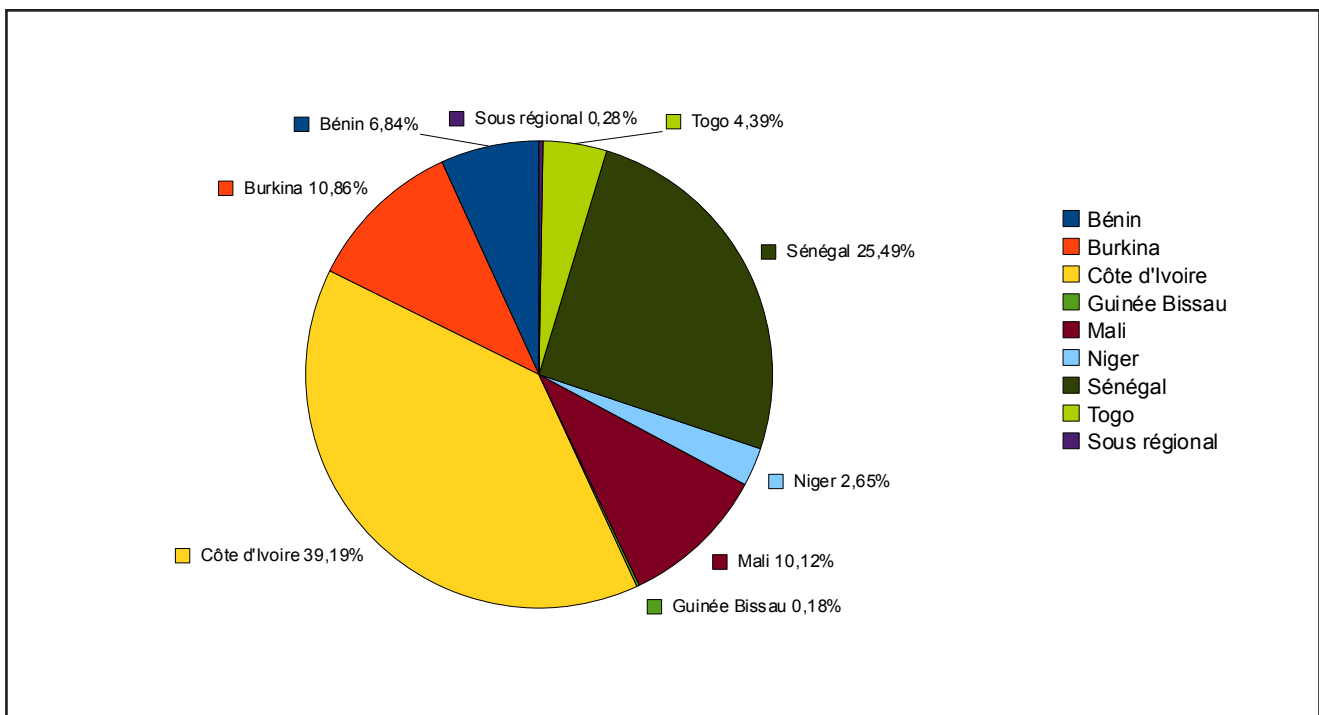
Pays	Nombre			Valeur (en milliards FCFA)		
	Année 2011	Année 2012	%	Année 2011	Année 2012	%
Bénin	348 745	370 323	6,19%	1 759	2 060	17,11%
Burkina	658 878	796 064	20,82%	2 447	3 274	33,80%
Côte d'Ivoire	2 604 078	4 189 068	60,87%	7 469	11 810	58,12%
Guinée Bissau	12 005	11 901	-0,87%	50	53	6,00%
Mali	516 252	493 101	-4,48%	2 620	3 049	16,37%
Niger	135 043	149 651	10,82%	711	799	12,38%
Sénégal	2 618 005	2 677 199	2,26%	7 307	7 681	5,12%
Togo	276 350	331 258	19,87%	1 060	1 324	24,91%
Sous régional	2 948	13 948	373,13%	18	60	366,67%
Total UEMOA	7 172 304	9 032 513	25,94%	23 441	30 134	28,55%

Sur un autre plan, l'analyse de l'évolution des opérations, illustrée ci-après, révèle la concentration des opérations en Côte d'Ivoire avec environ 40% de la valeur des échanges et 47% en volume, et au Sénégal dont la part est estimée à plus de 25% tant en volume qu'en valeur.

**Illustration n° 1 : Répartition du volume des échanges par site en 2012**



**Illustration n° 2 : Répartition de la valeur des échanges par site en 2012**





## 1.2.2. Evolution des opérations par site (sans les rejets bancaires)

Pour la plupart des sites, le volume et la valeur des opérations traitées est en nette progression comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Pays	Année 2011	Année 2012	%	Année 2011	Année 2012	%
Bénin	341 322	363 994	6,64%	1 705	1 998	17,18%
Burkina	642 230	766 428	19,34%	2 385	3 108	30,34%
Côte d'Ivoire	2 544 410	4 116 844	61,80%	7 128	11 365	59,45%
Guinée Bissau	11 830	11 692	-1,17%	49	49	0,22%
Mali	498 439	475 548	-4,59%	2 490	2 788	11,98%
Niger	137 027	147 227	7,44%	686	774	12,77%
Sénégal	2 561 090	2 624 208	2,46%	7 000	7 408	5,82%
Togo	268 227	322 845	20,36%	1 011	1 271	25,78%
Sous régional	2 798	13 417	379,52%	30	150	395,89%
Total UEMOA	7 007 373	8 842 203	26,18%	22 483	28 911	28,59%

**Tableau 2 : Evolution globale des opérations par site (sans les rejets bancaires)**  
**Bénin**

Le nombre d'opérations réglées au cours de l'année 2012 s'établit à 363 994 opérations, pour une valeur de 1 998 milliards de FCFA. Ce résultat marque par rapport à l'année 2011, une augmentation en volume de (+6,64%) et en valeur de (+17,18%).

### Burkina

Au cours de l'année 2012, le volume d'opérations au Burkina s'est établi à 766 428 opérations pour un montant de 3 108 milliards FCFA contre 642 230 en 2011 à 2 385 milliards FCFA.

### Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, 4 116 844 opérations ont été dénouées en 2012 dans le système pour une valeur de 11 365 milliards FCFA. Par rapport à l'année précédente qui a été marquée par la crise post-électorale, on note une forte croissance des opérations avec respectivement +61,80% en volume et +59,45% en valeur.

### Guinée Bissau

Les échanges au cours de l'année 2012 se sont établis à 11 692 opérations, soit un repli de -1,17% par rapport à l'année 2011. Cette baisse explique la quasi stagnation de la valeur des opérations entre 2011 et 2012, à (+0,22%).

### Mali

A l'instar de la Guinée Bissau, le volume des opérations réglées au Mali au cours de la période sous-revue a connu une baisse de -4,59%. En revanche, cette évolution négative n'a pas entravé la hausse du montant des transactions, (+11,98%), soit 2 788 milliards FCFA contre 2 490 milliards FCFA en 2011.

## Niger

Au Niger, le nombre total d'opérations s'est élevé en 2012 à 147 227 pour une valeur de 774 milliards FCFA. Cette évolution représente par rapport à l'année 2011, des augmentations respectives de (+7,44%) en volume et (+12,77%) en valeur.

## Sénégal

Le Sénégal a enregistré 2 624 208 opérations réglées en 2012 contre 2 561 090 opérations en 2011, soit une progression de (+2,46%). En valeur, les échanges sont estimés à 7 408 milliards FCFA en 2012 contre 7 000 milliards FCFA une année plus tôt.

## Togo

Au Togo, 322 845 opérations ont été compensées en 2012 pour une valeur de 1 271 milliards FCFA. Par rapport à l'année précédente, ce résultat marque une progression de (+20,36%) en volume et (+25,78%) en valeur.

En 2011, le système a enregistré 268 227 opérations pour un montant de 1 011 milliards FCFA.

## Sous-régional

Au niveau sous-régional, les échanges se sont décuplés au cours de l'année 2012 avec un volume total de 13 417 opérations pour une valeur de 150 milliards FCFA, soit une progression de (+379,52%) en volume et (+395,89%) en valeur. Cette augmentation a concerné tous les instruments à l'exception des prélèvements dont aucun n'a été traité durant l'année écoulée. Cette évolution est importante même si les échanges intra-UEMOA demeurent à moins de 1% des opérations compensées.

### 1.2.3. Répartition des échanges par types d'instruments de paiement

La ventilation des échanges interbancaires dans SICA-UEMOA par type d'instrument de paiement révèle à l'instar des années précédentes, la prédominance de l'utilisation du chèque dans les instruments de paiement scripturaux tant en volume qu'en valeur avec respectivement 76,43% et 87,68% des instruments échangés en 2012. Une évolution en baisse par rapport aux résultats de l'année 2011 où il a été enregistré 5 596 160 chèques pour une valeur de 19 850 milliards FCFA, soit respectivement 79,86% du volume et 88,29% de la valeur.

S'agissant des virements, ils représentent une part relative d'environ 22% du volume et 6% de la valeur des échanges. Cette tendance s'explique par la nature des virements traités dans SICA-UEMOA qui portent sur des montants généralement peu élevés<sup>1</sup>. En 2011, ces instruments représentaient 18,78% du volume et 5,47% de la valeur des opérations.

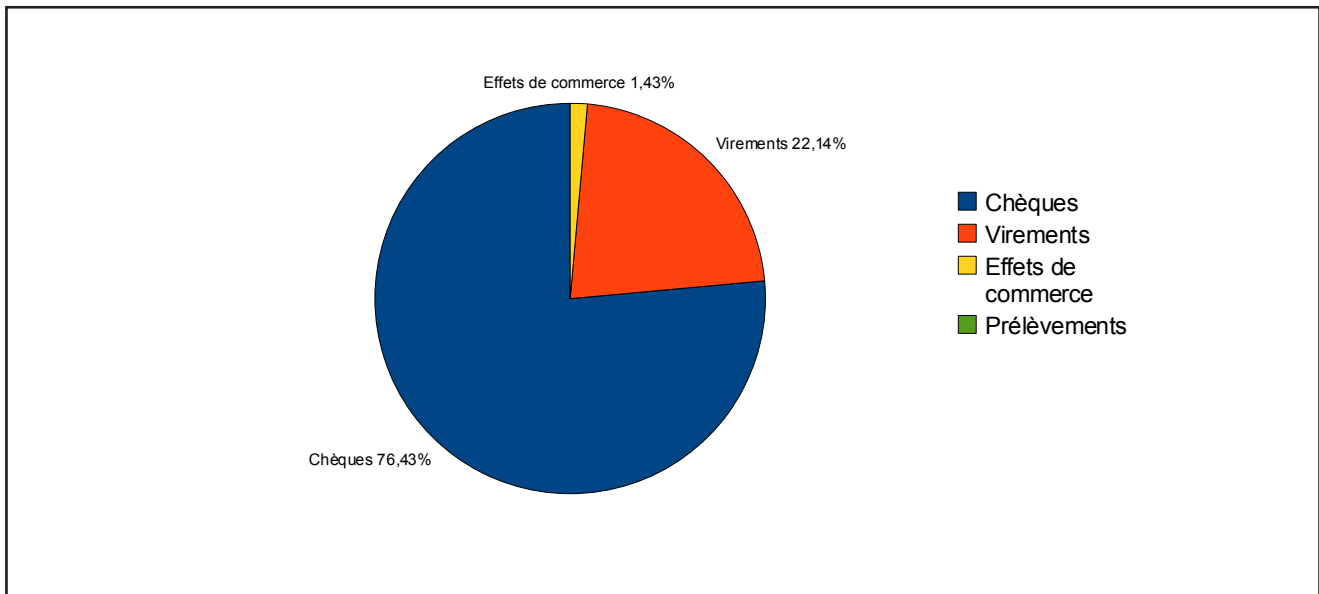
En revanche, la part des effets de commerce dans les échanges en 2012 est estimée à 1,43% en nombre pour 6,17% en valeur, contre 1,36% et 6,24% en 2011.

Aucune opération de prélèvement n'a été enregistrée dans le système au cours de l'année écoulée. La promotion de ce type d'instrument de paiement nécessiterait une sensibilisation des participants et des agents économiques.

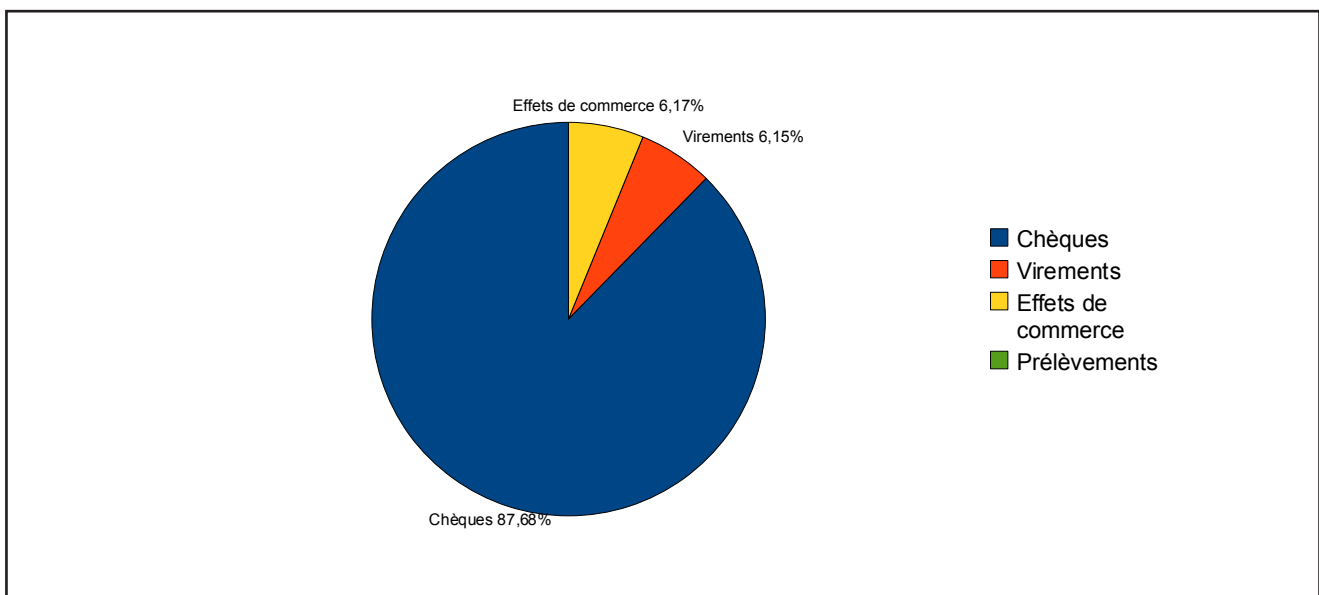
<sup>1</sup> : Les principes de fonctionnement limitent le montant des virements dans SICA-UEMOA à 50 000 000 FCFA

L'évolution de la répartition de chaque type d'instrument échangé au niveau de l'Union pour l'année 2012 est illustrée ci-dessous, en nombre et en valeur :

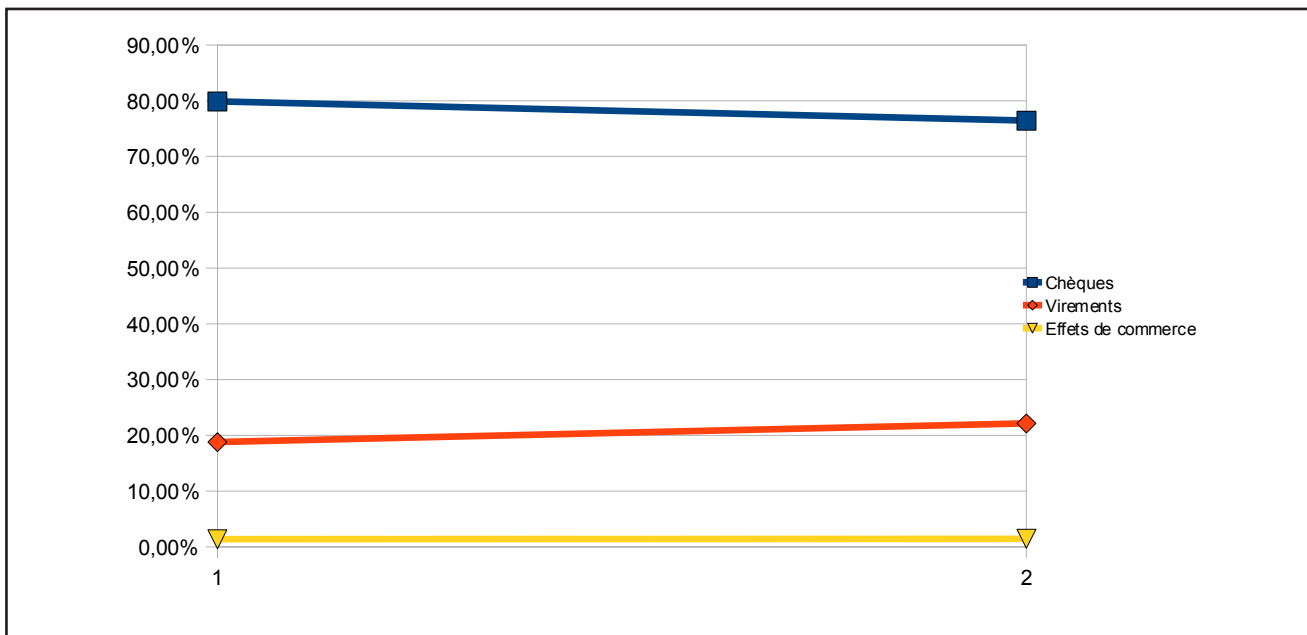
**Illustration 3 : Répartition des instruments selon le volume échangé en 2012**



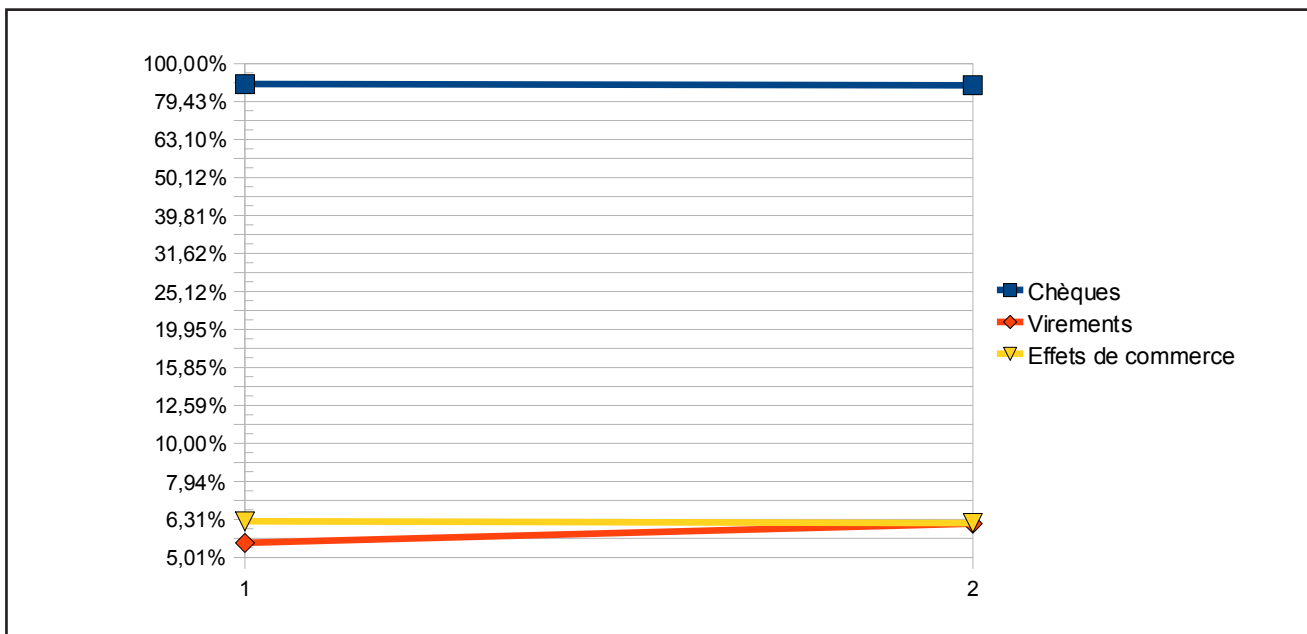
**Illustration 4 : Répartition des instruments selon la valeur transigée en 2012**



**Illustration 5 : Evolution de 2011 à 2012 des parts relatives des instruments selon le volume échangé**



**Illustration 6 : Evolution de 2011 à 2012 des parts relatives des instruments selon la valeur des échanges**



### **1.3. Performance du système**

#### **Temps d'activités annuel**

Les périodes d'échange dans SICA-UEMOA varient en fonction des pays de l'Union. La Côte d'Ivoire, le Mali depuis le mois de novembre 2012 et le Sénégal ont des séances qui chevauchent 2 journées calendaires. Les journées démarrent entre 15 heures et 15 heures 30 la veille et sont clôturées le lendemain entre 10 heures et 11 heures. S'agissant des autres pays, les séances démarrent le matin entre 07 heures 30 et 08 heures et s'achèvent à 11 heures.

#### **Taux de disponibilité**

La disponibilité de SICA-UEMOA est globalement satisfaisante avec des taux estimés en moyenne à 99% sur l'ensemble des sites. Toutefois, il convient de signaler que le fonctionnement a été émaillé par des incidents qui ont perturbé le déroulement normal des journées d'échanges sur certains sites.

#### **Rejet technique**

Pour l'année 2012, le nombre de rejets techniques est ressorti à 13 033. Les cas les plus fréquents sont liés aux motifs ci-après :

rejet présenté trop tard ;

opérations non autorisées ;

Ces anomalies s'expliquent par une connaissance insuffisante et la non application des règles de fonctionnement du système et de traitement des opérations. A cet égard, la Banque Centrale a prévu des actions de formation au bénéfice des utilisateurs des systèmes de paiement prévues au 4ème trimestre de l'année 2013.

#### **Défaillance financières**

Des défaillances financières ont perturbé le bon dénouement des journées de compensation en provoquant :

- des rejets de l'ensemble des soldes de compensation des participants d'un système ;
- un report du règlement des soldes de compensation au-delà de l'heure conventionnelle.

Face à certains cas préoccupants, des dispositions ont été prises par l'opérateur pour sensibiliser les acteurs sur la nécessité d'un meilleur suivi de la trésorerie et la rationalisation de leurs processus d'approvisionnement des comptes de règlement. En tout état de cause, l'opérateur a mis en place un dispositif de veille permanent avec une surveillance rapprochée des structures défaillantes.

### **1.4. Dispositif de secours et prévention des incidents**

Dans le cadre de l'évaluation des dispositifs de continuité, des exercices de simulation de crise sont organisés annuellement par les Cellules de Gestion des incidents dans chaque Etat.

Pour l'année 2012, plusieurs scénarios ont été mis en œuvre par lesdites cellules, à savoir :

- Bénin : l'arrêt brutal des serveurs de la compensation nationale au cours de la journée d'échanges du 12 juillet 2012 ;
- Burkina : la panne du serveur d'échanges principal, organisé le 18 janvier 2013 ;
- Côte d'Ivoire : la panne de la baie des disques des serveurs, le 13 septembre 2012 ;
- Guinée Bissau : la rupture de la liaison entre les participants et le point d'accès à la compensation ;
- Mali : la panne des systèmes d'échanges (principal et secours), le 13 novembre 2012 ;
- Sénégal : la panne du point d'accès à la compensation, le 05 décembre 2012.

Le Niger et le Togo n'ont pas réalisé les exercices prévus pour l'année 2012.

D'une manière générale, les exercices ont permis d'identifier les risques et difficultés inhérents au dispositif de continuité de la compensation automatisée. A cet égard, plusieurs recommandations ont été formulées pour le renforcement de la sécurité des plateformes et des mesures de surveillance ainsi que la formation des acteurs.

### **1.5. Mise en œuvre de l'Echange d'Images Scannées et suppression de l'Echange de Support Papier**

Huit (8) ans après la mise en place de la télécompensation, le programme d'arrêt de l'échange de supports papier a connu des avancées significatives dans la majorité des Etats.

En effet, il ressort que l'échange de supports papier a été définitivement arrêté au Mali depuis le 31 octobre 2008.

Au Burkina, en Guinée Bissau et au Niger, des dispositions transitoires ont été définies avec un échange hebdomadaire des valeurs. Du reste, des négociations sont en cours entre les participants du Burkina sous l'égide de la Banque Centrale pour l'arrêt définitif de la phase transitoire.

Les négociations ont également permis aux participants au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal de définir un calendrier de passage à l'échange d'images scannées au cours de l'année 2013.

Au Togo, les modalités de suppression de l'ESP seront définies par la Commission d'Echanges d'Images Scannées (EIS) en 2013.

### **1.6. Travaux des groupes utilisateurs**

Les réunions des Groupes utilisateurs de SICA-UEMOA ainsi que les rencontres entre la BCEAO et les participants ont eu lieu dans tous les pays, elles s'inscrivent dans le cadre de la réalisation des écoutes clients.

Ces rencontres ont permis aux participants de faire le bilan du fonctionnement du système de compensation et d'examiner les différents incidents qui ont perturbé le bon fonctionnement du système. A ce titre, les participants ont manifesté leur satisfaction pour le niveau de fonctionnement de SICA-UEMOA. Toutefois, plusieurs difficultés ont été signalées, notamment :

- les problèmes liés à l'échange des images scannées ;
- les dysfonctionnements des réseaux de télécommunication ;
- le manque de formation sur le système.

## II. DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES PARTICIPANTS

Le fonctionnement du système en 2012 a été marqué par des difficultés techniques liées notamment à l'accès et aux perturbations de certaines fonctionnalités. A ce titre, les cas suivants ont été signalés :

- un défaut de renouvellement des certificats des routeurs du réseau d'accès des banques, ayant entraîné la non participation de 4 banques au Burkina ;
- des problèmes de visualisation des images scannées par certains participants ;
- des pannes de liaison ou de connexion au système central en raison des dysfonctionnements du réseau télécom ;

Pour résoudre ces difficultés, des mesures ont été prises par les Directions Nationales de la BCEAO en relation avec les opérateurs pour améliorer la qualité des réseaux de télécommunication. De même, la Banque Centrale envisage de mettre en place un programme d'homologation périodique des plateformes de raccordement.

Sur un autre plan, le Centre de Chèques Postaux du Bénin et le Trésor Public du Bénin ont également évoqué des difficultés de participation, en raison notamment de l'inadéquation du système d'information pour le premier et de la non conformité des formules de chèques émis par le second.

## III. PERSPECTIVES

Le bilan du fonctionnement du système de compensation automatisée en 2012 a fait ressortir l'évolution importante du niveau du nombre et de la valeur des opérations sur toutes les places.

A ce titre, les perspectives pour l'année 2013 portent sur :

- la mise en place du Fonds de garantie dont le cadre réglementaire est en cours de validation. Le processus devrait être accéléré au cours de l'année 2013 avec le calcul du fonds permanent, la détermination des contributions individuelles et l'élaboration des modes opératoires de fonctionnement ;
- le lancement du projet de centralisation de SICA-UEMOA qui répond à un besoin d'amélioration de l'efficacité de la gestion ainsi que de réduction des coûts liés à son exploitation. En outre, la centralisation devrait faciliter l'intégration de SICA-UEMOA dans le plan de continuité d'activités de la BCEAO ;
- la mise en place d'un programme de formation continue des gestionnaires et des utilisateurs des systèmes de paiement. Ce volet vise à renforcer la capacité des bénéficiaires pour une meilleure prise en charge des activités.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO  
AOÛT 2013







**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)